

moyen de profiter de la technologie de pointe des pays exportateurs, technologie qui peut parfois être utilisée à des fins pacifiques. En outre, les pays fournisseurs construiront souvent des infrastructures (des routes, des ports, des pistes d'atterrissage et des ponts) pour que les pays en développement puissent se servir des armes qu'ils ont achetées. Ces infrastructures profitent aussi à l'économie civile.

Quels sont les désavantages des ventes d'armes?

Les ventes d'armes sont avantageuses, mais elles comportent aussi des inconvénients.

Inconvénients sur le plan de la sécurité

La sécurité du pays en cause n'est pas toujours accrue. Le matériel ne convient pas nécessairement à son terrain, son climat ou à ses capacités. Le fournisseur peut obtenir d'importants renseignements sur les forces armées de l'importateur, qui pourraient servir contre lui en cas de guerre. De plus, l'achat d'armes peut rompre l'équilibre avec les pays voisins et entraîner une course aux armements, ce qui accroît les risques de guerre. Il s'agit d'un grave inconvénient au commerce des armes pour de la communauté internationale.

Il y a aussi des inconvénients pour les pays fournisseurs. Comme nous l'avons déjà dit, il est possible que les armes vendues soient un jour être utilisées contre eux, sans compter que ces États pourraient être entraînés dans le conflit de leur client.

Dans tous les cas, l'accumulation des armements peut rendre la guerre encore plus meurtrière et plus longue.

Inconvénients sur le plan politique

L'acheteur pourrait devoir changer certaines de ses politiques pour répondre aux vœux du fournisseur.

Le commerce des armes peut favoriser la militarisation du pays importateur, c'est-à-dire que les besoins militaires auraient priorité sur ceux des civils. Les sociétés fortement militarisées sont plus susceptibles d'avoir un gouvernement répressif et de violer les droits de la personne.

Le commerce des armes peut amener la présence d'un grand nombre d'étrangers dans le pays importateur (pour la construction d'infrastructures,

la formation ou le soutien technique), ce qui peut provoquer des tensions.

Inconvénients sur le plan militaire

Les États qui vendent des armes à l'étranger peuvent en manquer pour leurs propres soldats. En outre, les armes peuvent être conçues en fonction des marchés d'exportations et non pour répondre aux besoins de l'armée du pays en question.

L'acheteur peut dépendre de l'exportateur pour ce qui est des pièces de rechange, des munitions et des services techniques.

Inconvénients sur le plan économique

Le fournisseur peut devenir dépendant du marché international des armes, qui est très compétitif et très instable.

Quant à l'importateur, il peut contracter de lourdes dettes à l'achat d'armes, et les armes absorbent des ressources qui auraient pu servir au développement social et économique.

Contrôler les ventes d'armes

Étant donné que le commerce des armes comporte des avantages et des inconvénients, la question ne devrait pas être : «comment pouvons-nous arrêter les ventes d'armes?», mais plutôt : «comment pouvons-nous limiter les effets néfastes des ventes d'armes et continuer de profiter de leurs avantages?»

Des mesures de contrôle des ventes d'armes existent déjà. La plupart des États ont adopté des politiques restreignant les exportations d'armes depuis leur territoire. Le Canada, par exemple, applique des mesures de contrôle très strictes à ce sujet. Il n'exporte habituellement pas d'armes vers les pays :

- qui présentent une menace pour le Canada ou ses alliés;
- qui sont en guerre ou qui sont susceptibles de l'être bientôt;
- qui sont sous le coup de sanctions du Conseil de sécurité;
- dont le gouvernement viole régulièrement et de façon grave les droits de la personne, à moins que l'on puisse prouver qu'il n'y a vraiment pas raison de croire que les produits exportés pourraient être utilisés contre la population civile.

Le Canada n'est pas un important exportateur d'armes, et ses ventes représentent moins d'un pour cent du commerce mondial.

Même si certains pays appliquent leurs propres mesures de contrôle, il n'existe actuellement aucun traité ou mécanisme international permettant de contrôler à grande échelle les ventes d'armes conventionnelles.

Plus tôt cette année, le Canada a proposé plusieurs mesures visant à réduire les effets néfastes du commerce des armes. Nous avons proposé la tenue d'une réunion des principaux pays exportateurs pour qu'ils s'entendent sur la nécessité de surveiller davantage les effets néfastes que pourraient avoir leurs ventes d'armes, et pour qu'ils se consultent lorsqu'il semble y avoir une accumulation d'armements importante ou inhabituelle.

Nous avons aussi appelé les gouvernements à rendre ce commerce plus transparent par l'échange d'information. À l'heure actuelle, il y a peu de renseignements disponibles sur ces ventes. Si c'était le cas, certains pays ne surestimeraient pas l'arsenal de leurs voisins, ce qui pourrait ralentir la course aux armements basée sur des malentendus. La transparence pourrait donc amener la confiance, comme il était mentionné dans le «Point de mire» du *Bulletin du désarmement* N° 12 (Hiver 1989-1990). De plus, une meilleure connaissance du public des ventes d'armes pourrait intimider certains fournisseurs et acheteurs, parce qu'ils craindraient les réactions négatives.

Les mesures de transparence rendraient aussi possible la création d'une base d'information permettant d'étudier la question et d'exercer des mesures de contrôle. Canada a récemment publié un rapport sur ses exportations d'armes afin de favoriser la transparence.

Le Canada a aussi demandé aux signataires du Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe (dont il est question dans le «Point de mire» du *Bulletin du désarmement* N° 15) de ne pas vendre des armes aux pays en guerre ou en conflit.

Obstacles au contrôle des ventes d'armes

Il n'est pas facile de contrôler les ventes d'armes. Beaucoup d'acheteurs se méfient parce que, selon eux, des mesures de contrôle rendent leur défense plus difficile, mais n'empêchent pas les États ayant développé leur propre industrie militaire de se con-